

Document 2

Profits capitalistes et surproduction

Les multinationales sur leur tas d'or



Il est une chose absolument sécurisée dans ce monde de dangers et de fureurs : les profits des grandes multinationales. Le ROE (rendement des fonds propres) est sacré, quoi qu'il arrive. L'actionnaire l'exige.

Depuis dix ans, le résultat est remarquable : guerres, attentats de New York et autres événements géopolitiques à l'écho planétaire n'ont eu aucun effet.

Les taux de profit sont accrochés, année après année, aux 15 % aux Etats-Unis et aux 12 % en France (où ils ont même tendance à gagner un point par an). Même une stagnation économique n'a que peu de conséquence, sauf si elle dure comme au Japon où, quand même !, le ROE est devenu négatif en 2001 et 2002. Licenciements, baisse des dépenses, révisions tactiques : les entreprises adaptent en quelques semaines leurs coûts à leurs recettes afin de préserver les bénéfices et, subséquemment, le siège du PDG. Voilà comment, année après année, le rendement du capital est sécurisé.

Tellement sécurisé que les multinationales se retrouvent au sommet de considérables tas d'or... dont elles ne savent plus que faire. Microsoft, le géant des logiciels, qui est sûrement la machine à cash la plus performante au monde, a accumulé 60 milliards de dollars de réserves, cassette qui grossit d'un milliard tous les mois.

Vide de projet

La firme de Bill Gates a beau arroser ses laboratoires de recherche de pluies de crédits, racheter autant de concurrents que possible, se diversifier tous azimuts dans les produits d'informatique et de télécoms, elle ne parvient pas à dépenser tout son argent, loin de là. L'échec d'une OPA imaginée sur le concurrent allemand SAP l'a laissée avec un trop-plein dans ses caisses et un vide de projet. La direction a annoncé, cet été, le doublement de son dividende, le versement exceptionnel de 3 dollars par action et le rachat de ses propres titres pour 30 milliards de dollars sur quatre ans.

Microsoft n'est pas seul. Au total, les 374 entreprises de l'indice Standard & Poor's ont dans leurs coffres 555 milliards de dollars de réserves. Ce trésor a gonflé de 11 % par rapport à la fin 2003 et, malgré la récession de 2001, a doublé depuis 1999, selon le magazine Business Week . Bouygues, Exxon, Intel, British Telecom viennent à leur tour de racheter massivement leurs propres actions pour faire gonfler le cours. Le phénomène concerne tous les pays.

Trébuchet de pharmacien

Les causes de cette trop abondante richesse ? La prudence. Les Kenneth Lay (Enron) ou Jean-Marie Messier (Vivendi) sont des rares, et mauvaises, exceptions dans un monde qui redoute rien de plus que les dépenses somptuaires et les aventures risquées. Sous surveillance minutieuse d'analystes financiers

retors, des actionnaires, des fonds de pension, des banques, des agences de notation, des firmes d'audit, etc. et de la presse, les dirigeants de multinationales réfléchissent à trois fois avant de signer le moindre chèque.

La crainte de récession, la peur du terrorisme, l'effroi des scandales qui ont conduit certains de leurs collègues en prison : tout concourt à leur frilosité. Ils renoncent à tout projet qui ne correspond pas au sacro-saint ROE exigé.

La reprise n'a pas engendré, comme elle devrait, un fort courant de fusions et acquisitions. Les OPA sont comptées, très longuement mûries et sérieusement bordées de toutes les garanties. Les investissements sont pesés au trébuchet de pharmacien. Résultat : les moyens financiers des entreprises dépassent leurs besoins, et le taux d'autofinancement grimpe à 115 % aux Etats-Unis, 110 % en Allemagne, 130 % au Japon : preuve chiffrée de l'excès de liquidités.

Patrick Artus, chef économiste de CDX Ixis, s'alarme de cette évolution vers "*un capitalisme sans projet*". "*Si les profits d'aujourd'hui ne font plus les investissements de demain, note-t-il en référence à l'adage, mais provoquent seulement des distributions de liquidités aux actionnaires, l'utilité de profits très élevés n'apparaît pas.*" Les entreprises, poursuit-il, devraient "*rendre*" l'argent aux clients en baissant leur prix de vente. Mais ce n'est pas le cas. Sans doute parce que la concurrence reste trop faible, en particulier en Europe continentale, où des quasi-monopoles privés se sont constitués dans beaucoup de secteurs, comme celui des télécoms où les prix des appels sur les mobiles ou, pire des SMS, sont scandaleusement élevés. Mais les Etats-Unis ne sont pas non plus la vaste prairie de la concurrence pure : si Microsoft est trop riche, c'est qu'il manque de "challengers".

Les entreprises trop riches ?

Les entreprises pourraient aussi augmenter l'emploi et les salaires. Mais ce n'est pas le cas non plus, en tout cas pas encore. Aux Etats-Unis, les créations d'emplois restent maigres, comme le prouvent les dernières statistiques. En Europe, compte tenu du décalage de croissance, elles le sont encore plus. Quant aux salaires, le rapport des forces sur le marché du travail demeure en faveur des employeurs et l'histoire récente apprend qu'il faut attendre trois ou quatre années de forte croissance pour que le partage salaire/profit bascule en faveur des employés.

Les entreprises sont-elles trop riches ? Leurs profits superflus posent deux questions : celle de l'équité entre salariés et actionnaires, en particulier en Europe où les uns et les autres ne se confondent pas, et celle de leur efficacité macroéconomique. La consommation reste le meilleur moteur de la reprise, faute d'investissement, justement. Le soutenir passe par la baisse des prix ou par l'augmentation des salaires. Les entreprises ne font pas leur devoir : elles profitent de la croissance mondiale sans la nourrir.

Le capitalisme sans projet n'a pas d'avenir, dira-t-on. Evidence. Payer un superdividende est aller contre la logique d'une saine rentabilité. Racheter ses propres actions est aller dans une impasse. Le système trouvera, sûrement, ses mécanismes de correction. Mais en attendant, tant que l'exigence d'un ROE de 12 %-15 % reste l'alpha et l'oméga de la "bonne gouvernance", se creuse le fossé entre les grandes entreprises et les populations, entre leur vie à l'échelle globale et celle de leur entourage à l'échelle nationale.

Le Monde 04.09.2004

La surproduction

On ne produit pas trop de moyens de subsistance eu égard à la population; on en produit au contraire trop peu pour la nourrir convenablement et humainement. De même on ne fabrique pas trop de moyens de production, étant donnée la partie de la population qui est capable de travailler. Une trop grande partie des hommes est amenée par les circonstances à exploiter le travail d'autrui ou à exécuter des travaux qui ne sont considérés comme tels que dans un système absolument misérable de production. En outre, les moyens de produire que l'on fabrique sont insuffisants pour que toute la population valide puisse être occupée dans les

circonstances les plus fécondes au point de vue de la production et par conséquent les plus favorables à la réduction de la durée du travail.

Mais périodiquement on produit trop de moyens de travail et de subsistance pour que leur emploi à l'exploitation du travailleur puisse donner le taux de profit que l'on veut obtenir. On produit trop de marchandises pour que la valeur et la plus-value qu'elles contiennent puissent être réalisées et reconstituées en capital, dans les conditions de répartition et de consommation inhérentes à la production capitaliste, ou du moins parcourir ce cycle sans catastrophes continuelles. On peut donc dire que si la production de richesses n'est pas trop abondante, on produit périodiquement trop de richesses ayant la forme capitaliste avec les contradictions qui en sont inséparables.

Marx *Le Capital* Livre III Chapitre XV
« Développement des contradictions internes de la loi ».

Contradictions entre la production de la plus-value et sa réalisation.

En supposant qu'existent les moyens de production nécessaires, c'est-à-dire une accumulation suffisante de capital, la formation de la plus-value n'a d'autre borne que la population ouvrière, si le taux de plus-value, donc le degré d'exploitation du travail, est donné, et nulle autre limite que le degré d'exploitation du travail, si c'est la population ouvrière qui est supposée donnée. L'obtention de cette plus-value, qui est le but et le motif de l'organisation capitaliste, constitue le procès immédiat de production. Il ne faut jamais oublier que la production de cette plus-value – et la reconversion d'une partie de celle-ci en capital, ou accumulation, constitue une partie intégrante de cette production de plus-value – est la fin immédiate et le motif déterminant de la production capitaliste. On ne doit donc jamais la présenter comme ce qu'elle n'est pas, je veux dire une production ayant pour fin immédiate la jouissance ou la création de moyens de jouissance pour le capitaliste. (...)

Dès que tout le surtravail qu'il est possible d'extorquer est matérialisé sous forme de marchandise, la plus-value est produite. Mais avec cette production de la plus-value, c'est seulement le premier acte du procès de production capitaliste, la production proprement dite, qui est terminée, et le second acte doit commencer. Les marchandises produites, qu'elles *incorporent* le capital constant et le capital variable ou qu'elles représentent la plus-value, doivent être vendues. Si cette vente est impossible, ou si elle ne peut être faite qu'en partie, ou encore si elle a lieu à des prix au-dessous des coûts de production, l'exploitation de l'ouvrier, qui existe en tout cas, est sans profit pour le capitaliste; la plus-value extorquée n'est pas réalisée ou n'est réalisée qu'en partie ; peut-être même le capital est-il partiellement ou totalement perdu.

Les conditions de l'exploitation du travail et de sa mise en valeur ne sont pas les mêmes et elles diffèrent, non seulement au point de vue du temps et du lieu, mais en elles-mêmes. Les unes sont bornées exclusivement par la force productive de la société, les autres par l'importance relative des diverses branches de production et la puissance de consommation de la masse. Quant à cette dernière, elle dépend non de ce que la société peut produire et consommer, mais de la distribution de la richesse, (qui a une tendance à ramener à un minimum, variable entre des bornes plus ou moins étroites, la consommation de la grande masse -, elle est limitée en outre par le besoin d'accumulation, d'agrandissement du capital et de production de quantités de plus en plus fortes de plus-value). Elle obéit ainsi à une loi qui trouve son origine dans les révolutions incessantes des méthodes de produire et la dépréciation constante du capital qui en est la conséquence, dans la concurrence générale et la nécessité, dans un but de conservation et sous peine de ruine, de perfectionner et d'étendre sans cesse la production. Aussi la société capitaliste doit-elle agrandir continuellement ses

débouchés et donner de plus en plus aux conditions qui déterminent et règlent le marché, les apparences d'une loi naturelle indépendante des producteurs et échappant au contrôle, afin de rendre moins apparente la contradiction immanente qui la caractérise. Seulement plus la puissance productive se développe, plus elle rencontre comme obstacle la base trop étroite de la consommation, bien qu'au point de vue de cette dernière, il n'y ait aucune contradiction dans la coexistence d'une surabondance de capital avec une surabondance croissante de population. Car il suffirait d'occuper l'excès de population par l'excès de capital pour augmenter la masse de plus-value ; mais dans la même mesure s'accentuerait le conflit entre les conditions dans lesquelles la plus-value est produite et réalisée.

Marx *Le Capital* Livre III Chapitre XV
« Développement des contradictions internes de la loi ».